



## **MACRON POURSUIT SA GUERRE... CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Les annonces d'Emmanuel MACRON ne laissent présager rien de bon concernant les droits et libertés dans le pays. Les réformes anti sociales ultra libérales vont s'appliquer à nous tel un véritable rouleau compresseur: la réforme de l'assurance chômage, suspendue par le Conseil d'état, sera appliquée dès le 1er octobre, tandis que la réforme des retraites reviendra sur le devant de la scène dès que l'épidémie du corona virus « sera sous contrôle ». A 9 mois des présidentielles, Emmanuel Macron donne ainsi un gage à son électorat : les acquis de 36 et de 45 sont bien en cours de destruction. Les chômeurs et les précaires s'appauvriront encore tandis que les travailleurs devront œuvrer jusque 64 ans minimum pour espérer une retraite sans décôte. Sans parler des régimes spéciaux qui sont dans la ligne de mire du gouvernement. Plus que jamais, il faut se préparer à une rentrée de lutte pour être à la hauteur des menaces pesant sur les travailleurs !

Ces annonces ont été accompagnées de l'instauration du pass sanitaire généralisé dès le 21 juillet puis début août, et de l'obligation de vaccination des personnels soignants.

Ne tombons pas dans le panneau de Macron qui espère emballer ses réformes anti-sociales d'une division des forces progressistes sur la question de la vaccination, sur la question de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire. Ces annonces sont l'arbre qui cache la forêt de l'austérité qui frappe les travailleurs par toutes les portes et fenêtres possibles !

De même, cela lui permet aussi de dissimuler l'absence de préparation à une 4ème vague portée par le variant delta et pourtant annoncée depuis plus de 15 jours.

Décrédibilisé par sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire, Macron fait naturellement face à une défiance généralisée de la population. Il en est, au fond, en matière de santé publique comme il en est en matière d'élections avec un taux historique d'abstention malgré les appels à exercer son "devoir civique". Macron, Castex, Veran ont beau répété qu'il faut "vacciner, vacciner, vacciner", leur pouvoir de conviction est au plus bas et ils en sont réduits à utiliser l'infantilisation et la répression.

La réalité de leur politique, c'est le scandale des masques, c'est le scandale des tests, ce sont les mensonges permanents; c'est pas de lits supplémentaires, pas de matériel de réa en plus, pas

d'embauche de soignants. Les soignants sont épuisés après 3 vagues intenses de covid et la seule réponse du gouvernement est la coercition à leur égard. La vaccination des personnels soignants est nécessaire pour la protection des populations fragiles dont ils s'occupent. Mais, comment accorder du crédit à la politique vaccinale d'un gouvernement dont le leitmotiv est la destruction de nos conditions de vie. Les milliards en jeu dans l'industrie pharmaceutique provoquent des doutes légitimes sur ce qui intéresse l'industrie pharmaceutique, d'autant plus qu'on annonce la nécessité d'une troisième dose pour une immunité optimale, nécessité qui n'est pas encore scientifiquement validée. Mais la confiance sur l'efficacité et l'innocuité des vaccins est encore plus amoindrie quand on sait que Sanofi versait 4 milliards d'euros en 2020 à ces actionnaires pour un vaccin qui n'a pas vu le jour, et quand l'Europe fait preuve de sectarisme vis à vis des vaccins chinois, cubains ou russes. Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca ont offert, eux, 21,4 milliards d'euros à leurs actionnaires alors que l'OMS estime à 4,8 milliards d'euro le coût de la vaccination en Afrique. Plus que jamais, l'industrie pharmaceutique doit être nationalisée et les brevets des vaccins rentrés dans le domaine public. La santé n'est pas un marché. Personne ne peut accepter que seulement 1,35% de la population africaine ait été vaccinée ! C'est du terrorisme de classe.

En France, la politique de vaccination a été conduite avec les mêmes incohérences que la politique de santé publique en général: L'élargissement de la vaccination à l'ensemble de la population s'est faite tardivement, alors même que des doses de vaccins ont été gaspillées du fait du manque de volontaires parmi les premières catégories vaccinables.

Cette désorganisation de la vaccination a provoqué un sursaut d'inscription allant jusque saturer la plateforme internet « doctolib » en registrant près de 2 millions d'inscrits depuis les annonces de Macron.

L'immunité collective passe par la vaccination de la plus grande partie de la population. Une politique de santé publique construite sur la confiance des usagers et des personnels ne peut se faire qu'en désengageant l'industrie pharmaceutique de la calamiteuse loi du marché dont le seul objectif est d'enrichir les actionnaires sur le dos des travailleurs. Ce n'est qu'à ce prix que pourra être mis en place une politique de santé publique fondée sur la confiance.